

ARCHISCOPIE

ÉDITÉ PAR LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE / IFA

1, place du Trocadéro et du 11 novembre • 75116 Paris
Tél. : 01 58 51 52 00 • Fax : 01 58 51 52 50
www.citechailot.fr

N° 75 - mars 2008

P 2 à 11 CALENDRIER

P 12 et 13 PROGRAMME DE LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
Ifa / MMF / ÉCOLE DE CHAILLOT

P 14 à 24 ACTUALITÉ

P 14 BORDEAUX : L'ÉCOLE NUYENS

P 16 RECONVERSION DES FOSSES 9 ET 9^{BIS} À OIGNIES

P 18 YOSHIO TANIGUCHI AU MOMA

P 20 AMÉNAGEMENT DE DEUX PLACES ET D'UN JARDIN À DAMMARIE

P 22 FAUT-IL RECONSTRUIRE LES TUILERIES ? DEUX COLLOQUES POUR UN ÉTRANGE DÉBAT

P 23 EMBARQUEMENTS DOCUMENTAIRES. VILLES ET TARMACS

P 25 à 28 DOCUMENTS

P 25 CRITICAT. UNE REVUE EST NÉE

P 26 LE TEMPS DES INFRASTRUCTURES

P 27 UNE ÉCOLOGIE DU PAYSAGE URBAIN

n'aboutissent pas toutes à des réalisations de la qualité de celle de Dammarie, il est toujours intéressant de voir se nouer des préoccupations patrimoniales avec des objectifs sociaux. Dans le cas de Dammarie, il est facile d'imaginer ce que le laisser-faire combiné à des intérêts particuliers aurait pu produire sur tout ce foncier disponible. Théoriciens de la ville diffuse et de la *Zwischenstadt*, philosophes et sociologues semblent s'accorder sur la nécessité de structurer par le vide l'urbain généralisé. À Dammarie, où le tout urbain annoncé n'est pas encore réellement perceptible, le message est déjà bien passé.

Anne Demerlé-Got
Aménagement de deux places et d'un jardin à Dammarie (Eure-et-Loir). Maîtrise d'ouvrage : Commune de Dammarie. Maîtrise d'œuvre : Feuille à Feuille (Dominique Caire), paysagistes. Surface : 6 600 m². Études 2002, livraison janvier 2007. Budget : 500 000 € HT.

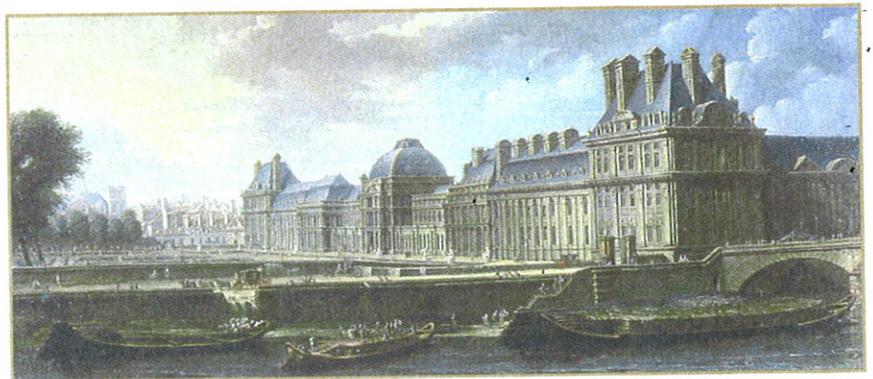
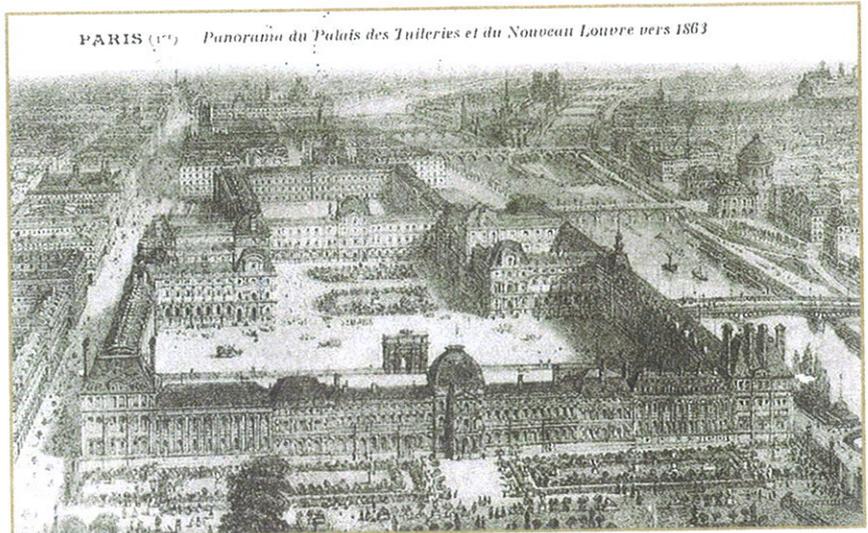
FAUT-IL RECONSTRUIRE LES TUILERIES ? DEUX COLLOQUES POUR UN ÉTRANGE DÉBAT

L'association Avenir et patrimoine, présidée par Philippe Prost, a organisé, avec Jean-Marie Pérouse de Montclos, le 20 octobre 2007 à l'Institut national d'histoire de l'art un colloque intitulé "Reconstruire les Tuileries ? Un faux débat pour un faux problème". Le 25 octobre suivant, un autre colloque, cette fois en faveur de ce projet de reconstruction, avait lieu à la fondation Simone et Cino Del Duca (Institut de France), au parc Monceau, au prétexte du 150^e anniversaire du rattachement du Louvre et des Tuileries sous Napoléon III. Les échanges qui ont eu lieu dans ces deux arènes entre partisans et adversaires du projet éclairent d'un jour nouveau ce débat surréaliste.

Faut-il reconstruire le château des Tuileries, qui se dressait face au jardin du même nom entre les pavillons de Flore et de Marsan ? Naguère saugrenue, cette question est devenue "à la mode" et fait l'objet de débats parfois mondains, parfois passionnés. À la vérité, l'idée de faire renaître de ses cendres le palais incendié par la Commune en 1871 et détruit par la jeune III^e République en 1883 n'est pas nouvelle. Haut lieu de l'histoire de France entre 1789 et 1871, magnifique édifice bien connu par la photographie, enfin pièce maîtresse de l'ensemble palatial parisien, les Tuileries ont toujours eu leurs nostalgiques. Ce qui est inédit en revanche, depuis six ans, c'est la campagne efficace, bien relayée dans la presse (surtout *Le Figaro*) et basée sur des "études" archéologiques et architecturales, qui fait la

promotion de cette idée. Lancé par l'Académie du Second Empire, que préside Alain Boumier, le projet a été porté par un Comité national pour la reconstruction comprenant des personnalités diverses (membres de l'Institut, architectes, hommes du monde). Une reconnaissance

Chez la quasi-totalité des historiens de l'art et des défenseurs du patrimoine en effet, cette idée a suscité un mouvement d'hostilité, tantôt ironique, tantôt agressive - la question paraissant particulièrement indécente eu égard à la situation sanitaire du patrimoine national



En haut : sur cette carte postale de 1863, le Palais des Tuileries, au 1^{er} plan, ferme l'espace aujourd'hui ouvert entre le Louvre et le jardin des Tuileries, la Pyramide ayant remplacé les plates-bandes. En bas, Nicolas-Jean-Baptiste Ragueneau, *Le Palais des Tuileries depuis la Seine en 1757*. © Musée Carnavalet, Paris.

officielle a été donnée à ce comité lorsque l'ancien ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, a créé par arrêté du 6 juin 2006 une commission chargée de la question. Composée majoritairement de partisans du projet, elle a rendu sans surprise un rapport très favorable à cette reconstruction. De son côté, le musée du Louvre a fait savoir que, malgré un apport de mètres carrés supplémentaires très intéressant, il s'opposait au projet pour des raisons patrimoniales évidentes.

et au budget trop faible alloué aux Monuments historiques !

Les deux colloques du mois d'octobre ont donc été l'occasion d'un vaste débat et d'échanges entre partisans et adversaires du projet. C'est peu dire que chaque camp est resté sur ses positions, mais la situation s'est clarifiée et les enjeux apparaissent plus nettement.

La question première est évidemment "pourquoi reconstruire les Tuileries ?", à laquelle les partisans répondent en substance "pourquoi pas ?". Trois raisons sont invariablement avancées : le palais des Tuileries manque cruellement au Louvre et au jardin, dont l'ensemble apparaît comme désarticulé, étant ouvert vers les jardins et la perspective des Champs-Élysées au lieu d'être clos ; ce palais représentait un grand moment de l'histoire nationale, un "lieu de mémoire" selon la formule consacrée ; sa des-

truction, opérée pour des raisons politiques, est une erreur et un scandale qui se double d'une promesse de reconstruction jamais tenue depuis 1882. Tout cela est parfaitement juste et relève en fait du constat. Mais tandis que les uns prennent acte de la disparition, les autres veulent l'annuler : c'est ce qui les conduit à l'idée de reconstruction. Pour défendre la faisabilité du projet, trois nouveaux arguments sont avancés : l'édifice disparu est très bien documenté par des documents fiables (plans, gravures, photographies) ; un tel chantier est techniquement simple, puisqu'il s'agit d'un édifice en pierre de taille et que "nous possédons les meilleurs artisans du monde" ; enfin, il suffit de choisir un état historique cohérent, celui de 1870, pour base de la restitution. Cette fois, les trois raisons des partisans du projet sont très discutables. Un édifice ancien n'est jamais parfaitement documenté, malgré les pièces d'archives (c'est le classique problème du passage de deux à trois dimensions, outre de fréquentes modifications en cours de chantier) ; ensuite, les carrières de pierre de Saint-Leu, avec laquelle le palais a été bâti aux XVI^e et XVII^e siècles, ne peuvent plus fournir un cubage suffisant pour un tel chantier (les deux façades sur cour et sur jardin représentant un développé de plus de 520 m sur-trois niveaux) ; enfin, l'état historique du palais en 1870 n'est plus reproductible, car il faudrait démolir pour cela l'actuel pavillon de Marsan et l'aile du musée des Arts décoratifs... construits par Hector Lefuel après 1871. Les partisans de la reconstruction montrent ici leur ignorance de la réalité patrimoniale. Ils sont peut-être également victimes de certaines pratiques du service des Monuments historiques français (dont on regrette de voir deux éminents architectes en chef soutenir le projet) de restitutions approximatives et d'interventions lourdes, dans l'esprit jamais abandonné de Viollet-le-Duc, le père du système. Pour entrer dans un tel débat, il faut à la vérité avoir déjà fait sauter un "verrou déontologique" : doit-on reconstruire les édifices disparus ? Quel sens peut en effet avoir un monument reconstruit "à l'identique" 125 ans après sa disparition et qui ne sera jamais que la copie plus ou moins bien réussie de l'original, mais jamais l'original ? À cela, les partisans de la reconstruction rétorquent invariablement que de telles réalisations existent déjà en Europe, qu'il s'agisse de la Russie post-communiste (la cathédrale de Moscou) ou de l'Allemagne (la Frauenkirche à Dresde, le projet de château royal à Berlin). L'un des grands mérites du colloque de l'INHA a été de faire venir les spécialistes européens de ce patrimoine reconstruit, pour les entendre exposer les attendus idéologiques et commenter le

résultat plastique de ces chantiers parfois gigantesques. Il en ressort clairement que ces cas ne sont en aucune façon comparables, puisqu'il s'agit de reconstructions identitaires très fortes soutenues par l'opinion, intervenant moins d'un demi-siècle après les destructions des édifices concernés. Ajoutons que ceux-ci jouaient parfois un grand rôle dans la silhouette générale de la ville, comme à Moscou ou à Dresde. Or, à l'évidence, les Tuileries ne rentrent dans aucune de ces catégories. Reste le projet de reconstruction lui-même, et c'est peut-être le point le plus neuf du colloque de la fondation Del Duca : en projetant sur écran des plans et des élévations déjà prêts, le loup est sorti du bois... Le terrain appartenant à l'État serait loué à une société concessionnaire, chargée de la construction sur des fonds entièrement privés (un mirifique mécénat est ici convoqué), puis de l'exploitation du palais pendant plusieurs années (20 ? 30 ans ?), avant sa restitution à l'État. Outre les diverses activités lucratives établies dans le palais (dont les décors anciens ne seraient pas refaits, semble-t-il), la société exploiterait un nouveau parking souterrain (entre 500 et 800 places) créé sous le jardin des Tuileries et accessible par le tunnel du général Lemmonier, donc en miroir du parking existant sous le Carrousel. *Last but not least*, un belvédère posé sur le toit du pavillon central des Tuileries permettrait une vue (payante) sur les Champs-Élysées...

Que conclure ? À plusieurs reprises, il a été dit qu'il ne fallait pas accorder de sérieux au projet de reconstruction des Tuileries, qu'en débattre c'était déjà lui reconnaître une crédibilité ; qu'il fallait traiter par le silence ce projet insensé... Nous croyons exactement le contraire. Derrière le rideau des fantassins nostalgiques du vieux palais et des souverains qui y ont vécu, de Louis XVI à Napoléon III, derrière les amateurs des belles façades de Philibert Delorme et de Louis Le Vau, nous devinons des gens très avisés, connaissant bien le monde des affaires comme les ressorts d'une société sans mémoire qui s'amuse du moindre gadget pourvu qu'il soit médiatique. Croire que le bon sens seul nous protège d'un tel projet serait naïf.

Alexandre Gady*

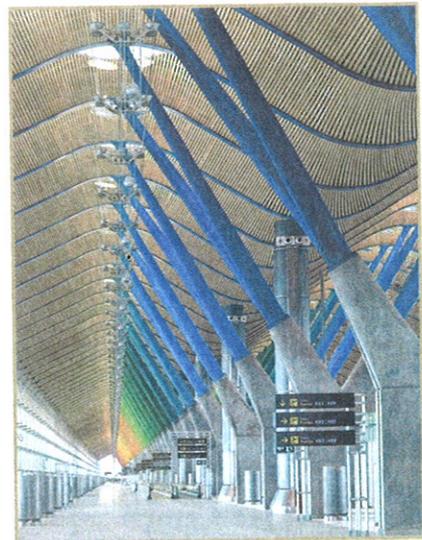
– Colloque "Reconstruire les Tuileries ? Un faux débat pour un faux problème", tenu à l'Institut national d'histoire de l'art, Paris, le 20/10/2007.

– Colloque "Le cent cinquantième (1857-2007) de la réunion du Louvre aux Tuileries", tenu à la fondation Del Duca, Paris, le 25/10/2007.

*NDLR : Alexandre Gady est maître de conférences en histoire de l'architecture à l'Université Paris IV-Sorbonne et vice-président de Momus.

EMBARQUEMENTS DOCUMENTAIRES VILLES ET TARMACS

Du 7 au 18 mars, au Centre Georges Pompidou (MK2 Beaubourg et le Centre Wallonie-Bruxelles comme partenaires), le "Cinéma du réel" fête ses trente bougies, dans un contexte où le film documentaire, porté par quelques récents succès d'audience retentissants, a désormais le vent en poupe. Reste que le film "urbain" au sens large (plus que "d'architecture" à proprement parler) demeure le parent pauvre d'une programmation foisonnante. Parmi les sections diverses du festival (compétition internationale, sélection française, figures du tourisme, etc.) se nichent pourtant quelques pépites. *Trois faces*, d'Éric Bulloz (46 mn,



Série "Tarmacs" : l'aéroport de Madrid-Barajas. Richard Rogers arch. Ph. © Richard Bryant.

2007), entre Barcelone, Marseille et Gênes, interroge la notion de frontière en y comparant le bilinguisme, le droit des étrangers et les travaux d'urbanisme récents dont ces trois villes ont été le théâtre ; *Invisible City*, de Tan Pin Pin (60 mn, 2007), dessine le portrait d'une Singapour en voie de disparition, que fouillent photographes, chercheurs, archéologues ou journalistes ; *Dans les décombres*, d'Olivier Meys (86 mn, 2008), est la chronique de la destruction d'un quartier au cœur de Pékin, prise dans le compte à rebours des Jeux olympiques ; *Dia do país*, de Julia Murat et Leonardo Bittencourt (72 mn, 2008), enfin, est un très beau périple dans le Brésil "profond", entre cinq villes dont l'ancienne prospérité n'est plus qu'un souvenir chargé de somptueux vestiges. La ville traitée en négatif, en somme.